

Égypte : situation des personnes LGBTIQ+

Berne, le 12 juin 2025

Mentions légales

Editeur

Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Case postale, 3001 Berne
Tél. 031 370 75 75
Courriel : info@osar.ch
Site web : www.osar.ch
IBAN : CH92 0900 0000 3000 1085 7

Version disponible en français

COPYRIGHT

© 2025 Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Berne

Copies et impressions autorisées sous réserve de la mention de la source

Sommaire

1	Introduction	4
2	Cadre légal et application des lois	4
2.1	Cadre légal	4
2.2	Mise en œuvre	6
3	Traitement des personnes LGBTQI+ par des acteurs étatiques et non-étatiques.....	7
3.1	Persécution et discrimination par des acteurs étatiques	7
3.2	Stigmatisation et discrimination par la société et l'entourage	8
4	Protection et assistance pour les personnes LGBTQI+	9
5	Sources	10

Ce rapport repose sur des renseignements d'expert·e·s et sur les propres recherches de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR). Conformément aux standards COI, l'OSAR fonde ses recherches sur des sources accessibles publiquement. Lorsque les informations obtenues dans le temps imparti sont insuffisantes, elle fait appel à des expert·e·s. L'OSAR documente ses sources de manière transparente et traçable, mais peut toutefois décider de les anonymiser, afin de garantir la protection de ses contacts.

1 Introduction

Le présent document a été rédigé par l'analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la suite d'une demande qui lui a été adressée. Il se penche sur les questions suivantes :

1. Quelle est la situation des personnes LGBTIQ+ en Égypte ?
2. Pénalisation de l'homosexualité ? Risques réels au-delà des sanctions prévues ? Les sanctions sont-elles appliquées ?
3. Y a-t-il une possibilité de vivre librement son homosexualité en Égypte en fonction de la classe sociale ou même de la religion (quartiers à majorité copte notamment) ?
4. Quelles sont les approches ou sanctions sociales risquées par une personne homosexuelle de la part de son cercle social et sa famille particulièrement ?

L'analyse-pays de l'OSAR observe les développements en Égypte depuis plusieurs années¹. Sur la base de ses propres recherches ainsi que de renseignements transmis par des expert·e·s externes, elle apporte les réponses suivantes aux questions ci-dessus.

2 Cadre légal et application des lois

2.1 Cadre légal

Pas de criminalisation formelle de l'homosexualité, mais une criminalisation de facto des comportements et de l'identité homosexuelle. Une répression qui s'exerce à travers l'application de divers textes de lois. Plusieurs sources, dont le *Département d'Etat américain* (USDOS) et le *Bureau fédéral allemand des migrations et des réfugiés* (BAMF) s'accordent à dire qu'en Égypte, la législation pénale ne punit pas explicitement les relations sexuelles consenties entre personnes du même sexe (BAMF, février 2025 ; USDOS, 24 avril 2024). Toutefois, ces mêmes sources soulignent que les autorités utilisent d'autres textes de lois et d'autres motifs pour arrêter et poursuivre les personnes LGBTIQ+. Selon le BAMF, les autorités utilisent des lois telles que la loi sur la lutte contre la prostitution ou la loi sur la cybercriminalité. Ces lois contiennent des formulations vagues, telles que « la débauche », « l'indécence en public » ou « la violation des valeurs familiales », qui permettent de punir les personnes LGBTIQ+. Ainsi, dans le cadre de la n° 10 de 1961 sur la lutte contre la prostitution, les autorités utilisent l'article 9c sur la débauche régulière, l'article 14 sur l'incitation publique et l'article 1 sur l'encouragement à des actes de débauche. La loi n° 175 contre la cybercriminalité, adoptée en 2018, est également utilisée pour punir les personnes homosexuelles, notamment l'article 25 qui traite des atteintes aux principes fondamentaux de la famille ou l'article 26 qui traite des atteintes contre la moralité publique. Une autre loi qui peut être utilisée est la loi de 2003 réglementant les communications, notamment l'article 76 qui punit

¹ www.osar.ch/publications/rapports-sur-les-pays-dorigine

l'utilisation abusive des télécommunications. Des articles du code pénal sont également utilisés, notamment l'article 178 qui porte sur le commerce et la diffusion de contenus contraires à la moralité publique, l'article 269 qui porte sur l'incitation à la débauche et l'article 278, qui punit les actes obscènes en public (BAMF, février 2025). Selon un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, présenté devant le *Conseil des droits de l'homme* (HRC) en novembre 2024 et qui contient des informations fournies par des organisations de la société civile et des ONG internationales, l'homosexualité et les relations sexuelles consenties entre personnes du même sexe sont poursuivies en vertu de la loi n° 10/1961 sur la lutte contre la prostitution (HRC, 6 novembre 2024). Pour *Human Rights Watch* (HRW), les autorités utilisent des accusations vagues liées à la « moralité » pour poursuivre des personnes LGBTQI+ (HRW, janvier 2025). HRW, cité par *Freedom House*, a relevé en 2022 une tendance à la répression numérique des personnes LGBTQI+ par les forces de sécurité. La loi sur la cybercriminalité aurait été utilisée pour arrêter des personnes LGBTQI+, prétendument en raison de preuves numériques trouvées sur leurs appareils personnels (*Freedom House*, 16 octobre 2024). USDOS estime que les pratiques des autorités se traduisent par une criminalisation de facto des comportements et de l'identité homosexuelle (USDOS, 24 avril 2024). Pour l'*Association internationale des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexuées* (ILGA), la loi n° 10/1961 sur la lutte contre la prostitution est utilisée de manière sélective pour cibler les personnes ayant des orientations sexuelles et des identités de genre diverses (ILGA, décembre 2020).

Les peines de prison peuvent atteindre plusieurs années. Un projet de loi propose de porter les peines minimales à sept ans de prison. Selon le BAMF, les personnes LGBTQI+ condamnées dans le cadre de la loi contre la prostitution s'exposent à des peines de prison pouvant atteindre trois ans et d'une amende jusqu'à 300 livres égyptiennes, ou environ 5 francs suisses². Celles condamnées dans le cadre de la loi contre la cybercriminalité sont passibles de peines de prison d'au moins six mois et d'une amende comprise entre 50 000 et 100 000 livres égyptiennes, ou entre 830 et 1658 francs suisses. Celles condamnées en vertu de l'article 178 du code pénal (commerce et la diffusion de contenus contraires à la moralité publique) sont passibles d'une peine de prison pouvant atteindre deux ans et d'une amende pouvant atteindre 10 000 livres égyptiennes, ou environ 166 francs suisses. Celles condamnées en vertu de l'article 269 du code pénal (incitation à la débauche) s'exposent à une peine de prison pouvant atteindre un mois et des peines plus sévères en cas de récidive. Enfin, les personnes condamnées en vertu de l'article 278 du code pénal (actes obscènes) sont passibles d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à un an et d'une amende pouvant atteindre 300 livres égyptiennes, ou environ 5 francs suisses (BAMF, février 2025). Pour USDOS, les divers motifs pour lesquels les personnes LGBTQI+ peuvent être poursuivies, telles que « débauche », prostitution et « violation des valeurs familiales » sont passibles de peines pouvant aller jusqu'à dix ans de prison, d'amendes importantes, ou les deux (USDOS, 24 avril 2024). Pour ILGA, bien que les articles habituellement invoqués pour punir les personnes LGBTQI+ prévoient une peine maximale de trois ans d'emprisonnement, Bedayaa, une ONG locale, a noté que certaines affaires pouvaient être punies de six ans d'emprisonnement. Par ailleurs, un projet de loi visant à porter la peine minimale d'emprisonnement pour ces infractions à sept ans a été soumis à la commission législative et constitutionnelle du Parlement (ILGA, décembre 2020).

² Selon le taux de change du 10 juin 2025.

2.2 Mise en œuvre

Pas de données systématiques sur les arrestations ou poursuites à l'encontre des personnes LGBTQI+. Le nombre d'arrestations et de poursuites serait en augmentation ces dernières années. Au moins 50 personnes inculpées pour « débauche » en 2023. Selon ILGA, ces dernières années, de nombreux cas d'arrestations et de détentions pour « débauche », ou d'autres chefs d'accusation largement considérés comme visant les personnes LGBTQI+, ont été signalés (ILGA, décembre 2020). Le BAMF indique qu'en l'absence de données systématiques, il est difficile de savoir combien de personnes sont arrêtées ou poursuivies en Égypte sur la base de leur identité de genre. Le BAMF cite l'organisation locale de défense des droits humains Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR), qui estime qu'entre 2000 et 2013, un total de 189 personnes ont été arrêtées, soit une moyenne de 14 arrestations par an. Le nombre d'arrestations aurait sensiblement augmenté entre 2013 et 2017, notamment sous l'impulsion du ministère de l'Intérieur de la présidence d'Abdel Fattah al-Sisi, pour atteindre une moyenne de 66 arrestations par an. Selon l'organisation locale Bedayaa, il y aurait eu 65 procès et 66 arrestations en 2019, puis 21 procès et 25 arrestations en 2020. Cette diminution serait due en partie à la pandémie COVID-19. Pour 2022, l'EIPR indique avoir fourni une assistance juridique dans 19 procès impliquant 43 personnes accusées. Ces personnes avaient été poursuivies pour « débauche régulière ». Bedayaa rapporte qu'il y a eu au moins 32 arrestations entre janvier et août 2023 (BAMF, février 2025). Selon USDOS, qui se base sur des informations fournies par un groupe local de défense des droits humains, en 2023, les autorités ont inculpé plus de 50 personnes dans au moins huit affaires de débauche. En décembre 2023, le parquet a inculpé un homme pour « incitation à attirer des hommes dans le but de commettre des actes immoraux » et « atteinte aux principes et aux valeurs de la famille » à l'aide d'un compte de rencontre en ligne (USDOS, 24 avril 2024). Selon *Freedom House*, la police procède régulièrement à des arrestations de personnes soupçonnées d'activité homosexuelles, en les accusant de prostitution ou de « débauche » (*Freedom House*, avril 2025). Selon la même source, il est fréquent que les autorités aient recours à des cyber informateurs, mais également l'application de rencontre Grindr, pour identifier et arrêter des membres de la communauté LGBTQI+ (*Freedom House*, 16 octobre 2024).

Le transfert des procédures judiciaires devant des tribunaux économiques depuis 2020 permettrait d'augmenter le nombre de poursuites et la sévérité des peines. Selon le BAMF, alors qu'avant 2020, les autorités s'appuyaient surtout sur la loi contre la prostitution pour poursuivre les activités en ligne et hors ligne des personnes LGBTQI+, depuis 2020, les procédures contre ces personnes sont de plus en plus souvent renvoyées devant des tribunaux économiques pour y être jugées. Ces tribunaux sanctionnent l'utilisation abusive des télécommunications et l'utilisation de technologies portant atteinte aux principes familiaux et à la moralité publique. Selon le BAMF, ce transfert des procédures permet aux autorités d'utiliser plus efficacement les preuves numériques afin d'augmenter le nombre de poursuites et la sévérité des peines (BAMF, février 2025). Citant un rapport publié par HRW en février 2023, USDOS indique que ces dernières années, les autorités auraient arrêté et poursuivi 29 personnes, y compris des personnes étrangères, et qu'elles auraient surtout été ciblées en utilisant des méthodes numériques (USDOS, 24 avril 2024).

3 Traitement des personnes LGBTQI+ par des acteurs étatiques et non-étatiques

3.1 Persécution et discrimination par des acteurs étatiques

La torture est une pratique courante des forces de sécurité, en particulier à l'encontre de détenu·e·s LGBTQI+. Les autorités ont régulièrement recours à des examens anaux forcés. Cet examen anal est également conduit lors du recrutement au service militaire et sert à exclure les personnes homosexuelles. Selon USDOS, qui se base sur un rapport publié en octobre 2023 par huit organisations internationales et locales de défense des droits humains, en Égypte, la torture fait partie d'une culture institutionnalisée de la violence à l'encontre de personnes détenues, y compris des militant·e·s et des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres, queer ou intersexes (LGBTQI+). Les autorités procéderaient à des examens anaux forcés dans toutes les affaires impliquant des accusations de « débauche », qui visent principalement des personnes LGBTQI+ (USDOS, 24 avril 2024). Pour *Amnesty International* (AI), qui appelle le gouvernement à mettre fin au recours à des examens anaux pour « prouver » des relations sexuelles entre personnes du même sexe, cette pratique s'apparente à de la torture (AI, juillet 2024). Dans un rapport présenté devant le *Conseil des droits de l'homme* (HRC), le Comité des droits de l'homme a également demandé à l'Égypte l'interdiction des examens médicaux intrusifs sans justification médicale. Le Comité contre la torture a lui estimé que l'Égypte devait mettre fin à la pratique des examens anaux médico-légaux pour les personnes accusées de « débauche habituelle » et de tout autre crime (HRC, novembre 2024). Dans sa soumission au Comité des droits de l'homme des Nations Unies en janvier 2023, l'ONG internationale *Conscience and Peace Tax International* (CPTI) indique que dans la pratique, les personnes homosexuelles sont exclues du recrutement au service militaire. En effet, l'examen médical comprend un examen anal qui vise à identifier les personnes homosexuelles. Si cet examen révèle l'homosexualité d'une personne, celle-ci sera exemptée pour des raisons de sécurité (CPTI, janvier 2023).

Harcèlement, agressions physiques, extorsions et disparitions forcées. D'après USDOS, quand les personnes LGBTQI+ ne sont pas arrêtées, elles subissent fréquemment du harcèlement de la part de la police, comme des agressions physiques et des demandes de pots-de-vin pour éviter l'arrestation et des pressions pour obtenir des informations sur d'autres personnes LGBTQI+ (USDOS, 24 avril 2024). Pour le BAMF, bien que la Constitution égyptienne protège en principe tou·te·s les citoyen·ne·s de la discrimination, en pratique ces droits sont systématiquement restreints pour certains groupes comme les personnes LGBTQI+. Celles-ci sont victimes de violences de la part d'acteurs étatiques et d'une partie de la société égyptienne. Des organisations de défense des droits humains rapportent qu'il est courant que les personnes LGBTQI+ soient victimes de violence verbale, psychologique et physique et de mauvais traitements de la part de la police, en particulier lors de gardes à vue (BAMF, février 2025). Selon un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, présenté devant le *Conseil des droits de l'homme* (HRC) en novembre 2024 et qui contient des informations fournies par des organisations de la société civile et des ONG internationales, les membres de la communauté LGBTQI+ font partie des groupes particulièrement touchés par les disparitions forcées (HRC, 6 novembre 2024).

Les forces de sécurité travaillent de concert avec des groupes criminels pour piéger et exploiter les personnes LGBTQI+ à l'aide de sites et applications de rencontre. Raids et perquisitions. Selon le BAMF, qui se basent sur des informations fournies par des organisations de défense des droits humains, les services de sécurité piègeraient les personnes LGBTQI+ à l'aide de faux comptes sur les réseaux sociaux et les applications de rencontre. Les données sur les téléphones des personnes piégées seraient utilisées comme preuves devant les tribunaux. Les agents proposeraient aux personnes arrêtées des peines plus légères en échange de leur aide pour piéger d'autres personnes ou pour les dénoncer. Ces informations, et celles obtenues de la part d'informateurs·trices rémunéré·e·s, aident également les autorités à conduire des raids dans les lieux publics ou privés (BAMF, février 2025). USDOS rapporte que, selon des rapports de groupes de défense des droits humains et médias, les autorités surveillent de près les réseaux sociaux et exploitent les sites de rencontre en ligne pour identifier, harceler, arrêter et maltraiter les personnes LGBTQI+. La police utiliserait les profils de l'application de rencontre Grindr pour cibler les membres de la communauté LGBTQI+ dans le cadre d'incidents dits de « catfishing ». Cela aurait mené à des dizaines d'arrestations. Par ailleurs, les forces de sécurité travailleraient de concert avec des gangs criminels pour arrêter et exploiter des membres de la communauté LGBTQI+, et ceci à l'aide des réseaux sociaux et des applications de rencontre (USDOS, 24 avril 2024).

3.2 Stigmatisation et discrimination par la société et l'entourage

La discrimination à l'encontre des personnes LGBTQI+ est largement répandue et ancrée dans la société égyptienne. Les autorités religieuses rejettent l'homosexualité. Selon *Freedom House*, la discrimination à l'égard des personnes LGBTQI+ est un problème grave. Celles-ci subissent diverses formes de discrimination et de harcèlement qui affectent leur capacité à participer à la vie politique (*Freedom House*, avril 2025). Pour USDOS, cette discrimination bénéficie d'un large soutien de la population (USDOS, 24 avril 2024). Selon le BAMF, un sondage mené en 2013 a montré que 95 % des personnes interrogées rejetaient l'homosexualité. De manière générale, la société égyptienne est très conservatrice et les questions liées à la diversité sexuelle et de genre sont largement taboues. Les autorités religieuses, aussi bien musulmanes que chrétiennes, condamnent et rejettent l'homosexualité et le mariage entre personnes du même sexe, considérés comme « obscènes », un « péché grave » ou encore une « maladie ». Pour éviter d'être exclues de la communauté, les personnes homosexuelles doivent se repentir ou suivre un traitement (BAMF, février 2025).

Discours de haine sur les réseaux sociaux et dans les médias. Harcèlement, violence physique et extorsion. Selon un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, présenté devant le *Conseil des droits de l'homme* (HRC) en novembre 2024 et qui contient des informations fournies par des organisations de la société civile et des ONG internationales, certains médias encouragent les discours de haine et incitent à la violence à l'encontre des personnes LGBTQI+. Il y aurait également une augmentation des discours de haine à leur encontre sur les réseaux sociaux (HRC, 6 novembre 2024). Selon le BAMF, il est fréquent que les personnes LGBTQI+ qui affichent ouvertement leur identité de genre soient victimes de discrimination, de discours haineux sur les réseaux sociaux, d'intimidation et de harcèlement, voire de violences physiques. Ces actes peuvent être commis par n'importe qui, que ce soient des membres de la famille ou des employeurs (BAMF, février 2025). Selon USDOS, plusieurs incidents ont été signalés où des personnes LGBTQI+ ont été victimes de

violence domestique ou de rue, ou victimes de menaces de violence. Il s'agissait notamment de tentatives d'extorsion de la part de gangs criminels qui piégeaient leurs victimes à l'aide photos ou de vidéos et menaçaient de les dénoncer à leur famille ou employeur (USDOS, 24 avril 2024).

Accès limité aux soins de santé pour les personnes LGBTQI+. Selon un rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, présenté devant le *Conseil des droits de l'homme* (HRC) en novembre 2024 et qui contient des informations fournies par des organisations de la société civile et des ONG internationales, les personnes LGBTQI+ ont un accès limité aux soins de santé adaptés au genre et sont fréquemment victimes d'insultes et de moqueries de la part des professionnel·le·s de santé dans les hôpitaux publics, notamment lorsqu'elles cherchent à se faire soigner pour le VIH (HRC, 6 novembre 2024). Le rapport du BAMF cite HRW, selon lequel il est fréquent que les personnes LGBTQI+ soient victimes de stigmatisation et de discrimination lorsqu'elles cherchent à obtenir des services de soins de santé. Le BAMF indique que la stigmatisation touche surtout les personnes LGBTQI+ séropositives, mais qu'il arrive également que celles qui suivent un traitement psychologique soient victimes de méthodes d'intimidation et de coercition de la part de thérapeutes. Le BAMF rajoute qu'en raison d'une législation de plus en plus restrictive, les organisations de la société civile ont dû réduire leurs prestations médicales aux personnes LGBTQI+ (BAMF, février 2025).

L'accès au logement est plus limité pour les personnes LGBTQI+. Citant la rapporteuse spéciale des Nations unies sur le droit à un logement convenable, le BAMF indique que les personnes LGBTQI+ sont victimes de discrimination et de harcèlement extrêmes. Certaines personnes LGBTQI+ se sont vu refuser la location d'un logement ou rencontraient des difficultés pour en trouver un, D'autres étaient menacées d'expulsion, même si elles étaient propriétaires de leur logement (BAMF, février 2025).

4 Protection et assistance pour les personnes LGBTQI+

Pas de protection étatique pour les personnes LGBTQI+. Selon le BAMF, il est très rare que les personnes LGBTQI+ victimes de discrimination, de harcèlement ou de violence s'adressent aux autorités chargées de la sécurité, en particulier si ces actes sont commis dans le contexte familial. Les victimes craignent souvent d'être stigmatisées par la société ou d'être elles-mêmes punies (BAMF, février 2025). Selon USDOS, des personnes LGBTQI+ ont été menacées d'éviction de leur logement par des propriétaires qui menaçaient de les dénoncer à la police. Cette dernière ne prend généralement aucune mesure pour lutter contre la discrimination anti-LGBTQI+ (USDOS, 24 avril 2024). Dans un rapport présenté devant le *Conseil des droits de l'homme* (HRC), le Comité des droits de l'homme a estimé que les autorités devaient en faire plus pour s'assurer que tous les actes de violence commis contre des personnes en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre fassent l'objet d'enquêtes rapides et efficaces, que leurs auteurs soient traduits en justice et que les victimes obtiennent réparation (HRC, novembre 2024).

5 Sources

AI, juillet 2024:

« 35. Amnesty International regrets that Egypt rejected recommendations to end the arrest and prosecution of people for their real or perceived sexual orientation or gender identity and repeal laws criminalizing consensual same-sex relations. Authorities continued to target LGBTIQ+ individuals and activists through arbitrary arrests and prosecution on charges of “habitual debauchery,” and have used anal examinations to “prove” same-sex sexual conduct, a practice that amounts to torture. » Source: Amnesty International (AI), Egypt: Protracted human rights and impunity crisis: Submission to the 48th session of the UPR working group, juillet 2024, p.6 : <https://www.ecoi.net/en/file/local/2117390/MDE1285522024ENGLISH.pdf>

BAMF, février 2025:

« Obwohl die ägyptische Verfassung von 2019 nach Art. 9 allen Bürgerinnen und Bürgern die gleichen Rechte ohne Diskriminierung gewährt und nach Art. 53 jede Form von Diskriminierung beseitigt werden soll, werden diese Rechte in der Praxis durch den Staat systematisch eingeschränkt. Dies gilt insbesondere für Personen, die nicht den gesellschaftlichen Erwartungen entsprechen und/oder sich kritisch gegenüber dem politischen und gesellschaftlichen System äußern. So sind auch LGBTIQ-Personen in Ägypten Strafverfolgung und Gewalt durch staatliche Institutionen sowie durch Teile der ägyptischen Gesellschaft ausgesetzt.

Der ägyptischen Strafgesetzgebung zufolge werden einvernehmliche gleichgeschlechtliche sexuelle Handlungen nicht explizit unter Strafe gestellt, jedoch werden vage Formulierungen hinsichtlich „Ausschweifung bzw. Unzucht“, „schamloses Verhalten in der Öffentlichkeit“ oder „Verletzung von familiären Werten“ in Gesetzestexten wie dem Gesetz zur Bekämpfung von Prostitution und dem Gesetz gegen Cyberkriminalität herangezogen, um (vermeintliche) LGBTIQ-Personen und Personen, die für Themen sexueller und geschlechtlicher Vielfalt eintreten, strafrechtlich zu verfolgen und zu bestrafen.

Dem Gesetz (Nr. 10) zur Bekämpfung von Prostitution aus dem Jahr 1961 zufolge sollen regelmäßige Ausschweifungen (Art. 9c) sowie die öffentliche Aufforderung (Art. 14) und Anstiftung (Art. 1) zu ausschweifenden Handlungen mit bis zu drei Jahren Gefängnis und einer Geldstrafe (bis zu 300 EYP) geahndet werden.

Neben dem Gesetz zur Regulierung der Telekommunikation aus dem Jahr 2003, welches gemäß Art. 76 die missbräuchliche Nutzung von Telekommunikation unter Strafe stellt, können Themen sexueller und geschlechtlicher Vielfalt ebenso durch das 2018 verabschiedete Gesetz gegen Cyberkriminalität (Nr. 175) geahndet werden. Das Gesetz gegen Cyberkriminalität bestraft Verfasserinnen und Verfasser von Onlineinhalten, welche die familiären Grundsätze (Art. 25) oder die öffentliche Moral (Art. 26) verletzen bzw. untergraben, mit mindestens sechs Monaten Gefängnis sowie Geldbußen (zwischen 50.000 EYP und 100.000 EGY).

Weitere Bestimmungen, die von den Strafverfolgungsbehörden gegen LGBTIQ-Personen eingesetzt werden, finden sich im ägyptischen Strafgesetzbuch, das 1937 eingeführt wurde. So wird nach Art. 178 der Handel und die Verbreitung von Inhalten, welche gegen die öffentliche Moral verstoßen, mit einer Gefängnisstrafe von bis zu zwei Jahren und einer Geldbuße (bis zu 10.000 EYP) bestraft. Außerdem kann die Anstiftung zu Unzucht (Art. 269) mit einer bis zu einmonatigen Freiheitsstrafe (und verschärften Strafen für die Wiederholung der Tat) sowie obszöne Handlungen in der Öffentlichkeit (Art. 278) mit einer bis zu einjährigen Haft- und einer Geldstrafe (bis zu 300 EGY) geahndet werden.

Es sind keine systematischen Erhebungen bekannt, die Verhaftungen oder eingeleitete Gerichtsverfahren aufgrund der (wahrgenommenen) sexuellen Orientierung oder Geschlechtsidentität von Personen in Zahlen abbilden würden. Die lokale Menschenrechtsorganisation Egyptian Initiative for Personal Rights (EIPR) schätzt die Zahl der Verhaftungen zwischen den Jahren 2000 und 2013 mit insgesamt 189 Personen auf durchschnittlich 14 Verhaftungen pro Jahr. Unter der Präsidentschaft von Abdel Fattah al-Sisi kam es bis zuletzt immer wieder zu Kampagnen des Innenministeriums, welche die ägyptische LGBTIQ-Gemeinschaft gezielt ins Visier nehmen sollen. Demnach stieg seit Ende 2013 bis Frühjahr 2017 die Zahl der verhafteten Personen auf mindestens 232 und somit auf durchschnittlich 66 Verhaftungen pro Jahr an. Die lokale LGBTIQ-Organisation Bedayaa berichtete von über 65 Gerichtsverfahren und 92 Verhaftungen im Jahr 2019 sowie 21 Gerichtsverfahren und 25 Verhaftungen im Jahr 2020, in denen sie Rechts Hilfe leistete. Aufgrund der eingeschränkten Bewegungsfreiheit während der COVID-19-Pandemie nahmen die Verhaftungen vorübergehend ab. Für das Jahr 2022 leistete EIPR eigenen Angaben zufolge in 19 Gerichtsverfahren Rechtsbeistand, die 43 Angeklagte betrafen. Die betroffenen Personen waren aufgrund ihrer (wahrgenommenen) sexuellen Orientierung oder Geschlechtsidentität von den Behörden verhaftet und später u.a. wegen regelmäßiger Ausschweifungen angeklagt worden. 2023 erhöhte sich diese Zahl laut Bedayaa noch, da es zwischen Januar und August 2023 zu mindestens 32 Verhaftungen kam.

Den Recherchen und Untersuchungen verschiedener LGBTIQ-Aktivistinnen und -aktivisten zufolge sollen seit dem Frühjahr 2020 mehrere Gerichtsverfahren gegen LGBTIQ-Personen immer häufiger an Wirtschaftsgerichte weitergeleitet und dort verhandelt worden sein. Diese Gerichte sind u.a. für die Einhaltung des Gesetzes zur Regulierung der Telekommunikation (2003) und des Gesetzes gegen Cyberkriminalität (2018) zuständig. In den Jahren zuvor zogen die ägyptischen Behörden vor allem Tatbestände wie regelmäßige Ausschweifungen und deren öffentliche Anstiftung aus dem Gesetz zur Bekämpfung von Prostitution zur strafrechtlichen Verfolgung von Online- und Offline-Aktivitäten durch LGBTIQ-Personen heran. Als Folge der Verlagerung von Verfahren an Wirtschaftsgerichte, welche die missbräuchliche Nutzung von Telekommunikation (Telekommunikationsgesetz) sowie die Nutzung von Technologie zur Verletzung von familiären Grundsätzen und der öffentlichen Moral (Gesetz gegen Cyberkriminalität) ahnden, seien es der Polizei und der Staatsanwaltschaft möglich, digitale Beweismittel effektiver einzusetzen, um die Zahl der Anklagen und das Strafmaß zu erhöhen.

2. Behandlung durch staatliche Akteure

2.1 Politikerinnen und Politiker In der Vergangenheit haben sich nur sehr wenige Politikerinnen und Politiker unterstützend hinsichtlich der Rechte von LGBTIQ-Personen

geäußert. Vielmehr sind mehrere (Gesetzes-)Initiativen und Äußerungen aus der Politik bekannt, die eine rechtliche Verschärfung, etwa das explizite Verbot und die Kriminalisierung von Homosexualität, fordern oder die sogenannte Förderung von Homosexualität unter Strafe zu stellen versuchen. Im Jahr 2020 lehnte die ägyptische Regierung offiziell die Empfehlungen von Mitgliedern des UNMenschenrechtsrates ab, Verhaftungen und Diskriminierung aufgrund der sexuellen und geschlechtlichen Identität in Ägypten zu beenden. In einem weiteren Austausch im Jahr 2023 antwortete die ägyptische Delegation ausweichend auf die erneuten Forderungen des UN-Menschenrechtsrates und bezog keine klare Stellung hinsichtlich der Rechte von LGBTIQ-Personen in ihrem Land. Einem Bericht der BBC aus dem Jahr 2023 zufolge habe sich die ägyptische Regierung zudem öffentlich zum Einsatz von Online-Überwachung bekannt, um gegen Versammlungen von LGBTIQ-Personen vorzugehen.

2.2 Sicherheitsbehörden Menschenrechtsorganisationen zufolge sollen die Sicherheitsbehörden mithilfe von gefälschten Konten in den sozialen Medien und Dating-Apps Kontakt zu (vermeintlichen) LGBTIQ-Personen aufnehmen, um sich mit ihnen zu verabreden. Am Treffpunkt würden die betroffenen Personen dann verhaftet und es komme zur Durchsuchung der Mobiltelefone. Gespräche auf Dating-Apps, Nachrichtenverläufe sowie Fotos würden im Zuge dessen als Beweismaterial vor Gericht gespeichert. Bei Unterhaltungen im Vorfeld böten die verdeckt arbeitenden Beamten häufig Geld für sexuelle Handlungen an, was später im Verlauf eines Verfahrens als Beweis der Ausschweifung bzw. des unzüchtigen Verhaltens ausgelegt werden könne. Manchmal versuchten die Beamtinnen und Beamten bei Verhaftungen die betroffene Person zur Offenlegung weiterer LGBTIQ-Kontakte zu bewegen und böten der verhafteten Person im Gegenzug an, so der strafrechtlichen Verfolgung zu entgehen.

Die Sicherheitsbehörden führen einer Menschenrechtsforscherin zufolge auch Razzien an öffentlichen Plätzen, wie in Straßen oder Cafés durch, wo sich Mitglieder der LGBTIQ-Community häufig treffen. Hinweise diesbezüglich erhalte die Polizei meist von Informantinnen und Informanten, die entweder bezahlt würden und/oder selbst Mitglied der LGBTIQ-Gemeinschaft seien und zur Zusammenarbeit mit der Polizei gezwungen bzw. erpresst würden. Bei (Haus-)Durchsuchungen konzentrierten sich die Beamtinnen und Beamten neben der Sicherstellung von digitalem Beweismaterial auch auf Gegenstände wie beispielsweise Kondome und Gleitmittel, um die Absicht sexueller Handlungen, insbesondere Analverkehr, zu beweisen.

Einer der bekanntesten Fälle in denen LGBTIQ-Personen verhaftet und verurteilt wurden, ereignete sich im September 2017 nach einem Konzert der libanesischen Band Mashrou Leila in Kairo, als Konzertbesucherinnen und -besucher die Regenbogenflagge gehisst hatten und Bilder davon in den sozialen Medien geteilt wurden. In den darauffolgenden Wochen verhafteten die Sicherheitskräfte in mehreren Städten mindestens 75, die meisten von ihnen männliche, Personen. Darunter befanden sich auch (vermeintliche) LGBTIQ-Personen sowie Aktivistinnen und Aktivisten, welche sich in der Vergangenheit für Themen sexueller und geschlechtlicher Vielfalt eingesetzt hatten. Die überwiegende Mehrheit der Verhafteten wurde u.a. gemäß Art. 9 und Art. 10 des Antiprostitutionsgesetzes (Nr. 10 - 1961) wegen regelmäßiger Ausschweifungen und deren Anstiftung angeklagt, mindestens 40 von ihnen zu Haftstrafen von einem bis sechs Jahren verurteilt; mit Ausnahme von zwei Personen, denen der Beitritt zu einer verbotenen Gruppe, die sich gegen die Verfassung wendet, vorgeworfen wurde. Während der Haft und Befragungen

soll es Berichten zufolge erneut zu Folter, Misshandlungen wie auch Analuntersuchungen gekommen sein.

2.2.1 Haftbedingungen

Menschenrechtsorganisationen berichten, dass für LGBTIQ-Personen die allgemein weit verbreitete Anwendung von verbaler, psychischer und physischer Gewalt sowie Miss-handlung in Polizeigewahrsam oder Haft zumeist in direktem Zusammenhang mit ihrer sexuellen Orientierung und/oder Geschlechtsidentität steht. Neben der erniedrigenden und unmenschlichen Behandlung, wie etwa Folter, Schläge und sexuelle Gewalt, durch Mitglieder des Sicherheitspersonals würden Insassen durch Letztere dazu angestiftet, gegen LGBTIQ-Personen zu hetzen und/oder verbale wie auch körperliche Gewalt auszu-üben. Bei Trans-Personen, insbesondere TransFrauen, soll es häufig vorkommen, dass diese in einer Haftanstalt für ein Geschlecht untergebracht werden, welches nicht mit ihrer Identität übereinstimmt. Des Weiteren können LGBTIQ-Personen von erzwungenen Analuntersuchungen bzw. Jungfräulichkeitstest in Polizeigewahrsam betroffen sein. Diese Prozeduren werden häufig auf Anordnung der Staatsanwaltschaft bei Anklage auf-grund von regelmäßigen Ausschweifungen durchgeführt, mit dem Ziel der Erbringung eines medizinischen Nachweises. [...]

3. Behandlung durch die Gesellschaft

3.1 Gesellschaftliche Haltung und religiöse Autoritäten Einer Umfrage aus dem Jahr 2013 zufolge lehnten 95 % der befragten Personen in Ägypten Homosexualität ab. Themen sexueller und geschlechtlicher Vielfalt galten für die Mehrheit der ägyptischen Gesell-schaft demnach als ein Tabu. Ebenso verurteilen hochrangige Vertreter der al-Azhar-Universität, der international führenden Autorität des sunnitischen Islams, Homosexua-lität als unzüchtig und verwerflich, auch die gleichgeschlechtliche Ehe wird als schwere Sünde bezeichnet, da diese Praktiken gegen die Lehren der Religionen verstoßen wür-den. Im Zuge dessen wird vor Medieninhalten, die Homosexualität zu normalisieren ver-suchten, gewarnt. Ebenso wie von der al-Azhar-Universität wird Homosexualität von den Oberhäuptern der christlichen Kirchen Ägyptens abgelehnt und als Sünde bzw. Krank-heit betrachtet. Diese Personen müssten Buße tun und/oder sich einer Behandlung, etwa einer Konversionstherapie, unterziehen, andernfalls würden sie aus der Gemeinschaft ausgeschlossen.

3.2 Behandlung durch Dritte LGBTIQ-Personen, die offen mit ihrer sexuellen bzw. ge-schlechtlichen Identität umgehen oder zur Offenlegung dieser gezwungen werden, kön-nen von alltäglicher Diskriminierung, massiver Hassrede in den sozialen Medien sowie Einschüchterung und Belästigung bis hin zu tätlicher Gewalt betroffen sein. Diese kann u.a. von Familienangehörigen, Vermieterinnen und Vermietern, Arbeitgeberinnen und Ar-beitgebern wie auch von medizinischem Personal und Fremden ausgehen.

Im familiären Kontext können LGBTIQ-Personen, insbesondere lesbische, bisexuelle und queere Frauen, Zwangsverheiratung, Konversionstherapie, Vergewaltigung in der Ehe wie Hausarrest ausgesetzt sein. Genaue Zahlen hierzu sind jedoch nicht bekannt, da sich die Opfer aus Angst vor gesellschaftlicher Stigmatisierung oder der Gefahr, selbst be-straft zu werden, nicht an die Sicherheitsbehörden wenden.

Darüber hinaus sollen Berichten zufolge kriminelle Banden gezielt LGBTIQ-Personen mittels der sozialen Medien kontaktieren und zu Treffen bewegen, um sie dann in (sexuell) kompromittierenden Situationen zu filmen, Gewalt auszuüben und zu bestehlen. Im Anschluss würden die Opfer mit dem gefilmten Material erpresst werden.

Was den Zugang zu Wohnraum sowie dem Schutz vor Wohnungskündigungen angeht, erfahren LGBTIQ Personen laut der UN-Sonderberichterstatterin für das Menschenrecht auf angemessenes Wohnen extreme Diskriminierung und Schikanierung. Sie berichtete, dass LGBTIQ-Personen aufgrund ihrer vermuteten sexuellen Orientierung und Geschlechtsidentität die Anmietung einer Wohnung erschwert bzw. verweigert wird, die Zwangsräumung drohe und selbst Wohneigentum keinen ausreichenden Schutz biete. Außerdem wird von Fällen berichtet, in denen LGBTIQ-Personen von Vermieterinnen und Vermietern oder Nachbarinnen und Nachbarn bedroht worden seien, ihre Wohnung zu räumen, sonst würden Letztere Anzeige gegen sie bei der Polizei erstatten. [...]

4. Medizinische Versorgung

Gemäß den Aussagen von Human Rights Watch würden LGBTIQ-Personen im Gesundheitswesen sehr häufig stigmatisiert und diskriminiert. So sollen LGBTIQ-Personen während der COVID-19-Pandemie von medizinischem Personal verbal beschimpft und aufgrund ihres HIV-Status verhöhnt worden sein. Des Weiteren berichten LGBTIQ-Personen im Rahmen psychologischer Behandlungen vom Versuch der Behandelnden, verhaltensverändernde Techniken, Einschüchterung und Zwang anzuwenden. In den vergangenen Jahren mussten zivilgesellschaftliche Organisationen aufgrund der restriktiven Gesetzgebung gegenüber Organisationen und Vereinigungen ihre medizinischen Dienstleistungen für LGBTIQ-Personen immer weiter einschränken. Soziale Stigmatisierung, Diskriminierung wie auch eine defacto Kriminalisierung von LGBTIQ-Personen stellen Hindernisse bei dem Zugang zu medizinischer Versorgung dar. Dies gilt insbesondere für Transpersonen. » Source: Federal Office for Migration and Refugees (BAMF), Länderkurzinformation Ägypten SOGI (Sexuelle Orientierung und geschlechtliche Identität): Situation von LGBTIQ-Personen; Stand: 09/2024 , 24 février 2025, p.1-8 : <https://www.ecoi.net/en/file/lo-cal/2122335/laenderkurzinfo-aegypten-09-24-sogi.pdf>

Freedom House, avril 2025:

*« President Abdel Fattah al-Sisi, who first took power in a 2013 coup, has governed Egypt in an authoritarian manner. Meaningful political opposition is virtually nonexistent, as expressions of dissent can draw criminal prosecution and imprisonment. Civil liberties, including press freedom and freedom of assembly, are tightly restricted. Security forces engage in human rights abuses with impunity. **Discrimination against women, LGBT+ people, and other groups remains a serious problem**, as do high rates of gender-based violence. [...]*

*The constitution and Egyptian laws grant political rights to all citizens regardless of religion, gender, race, ethnicity, or any other such distinction. **However, Christians, Shiite Muslims, people of color, and LGBT+ people face discrimination, which affects their ability to participate in political life.** Sisi and the security apparatus's increasing control of elections and other aspects of society only permit these groups to represent their interests within the narrow scope of officially sanctioned politics or risk harsh penalties for transgressing stated and*

unstable red lines. The diminishing power of the legislature further undercuts avenues for meaningful representation. [...]

Though the constitution stipulates equality for women, women face extensive discrimination, particularly in employment and in the justice system. Coptic Christians, other religious minorities such as Baha'i people, people with dark skin from southern Egypt, people with disabilities, **LGBT+ people, and migrants and refugees from sub-Saharan Africa also face various forms of discrimination and harassment.**

Different personal status laws govern Muslims and Christians, which commonly results in discrimination against Christians.

While same-sex sexual conduct is not explicitly banned, people suspected of such activity can be charged with prostitution or "debauchery." The police regularly arrest people on such charges. » Source: Freedom House: Freedom in the World 2025 - Egypt, avril 2025 : <https://www.ecoi.net/en/document/2123529.html>

Freedom House, 16 octobre 2024:

« Online harassment and doxing of LGBT+ people is common, and evidence shows that authorities have relied on cyberinformants to identify and arrest sex workers and members of the queer community since the early 2000s. In March 2023, LGBT+ dating app Grindr sent a cautionary message to its Egyptian users after reports emerged that Egyptian authorities were using the app to identify and arrest members of the LGBT+ community. Throughout 2022, Human Rights Watch (HRW) observed a trend of digital repression by security forces against LGBT+ people. Specifically, the cybercrime law was used to arrest LGBT+ people, allegedly due to digital evidence found on their personal devices. Detainees also reported that they were treated poorly while in police custody. » Source: Freedom House, Freedom on the Net 2024 - Egypt, 16 octobre 2024 : <https://www.ecoi.net/en/document/2116537.html>

HRC, 6 novembre 2024:

« 27. HRM, TOHR and JS27 stated that enforced disappearances have been a longstanding issue, involving the arrest, detention, or abduction of individuals by state authorities who refuse to disclose their fate or whereabouts. Stakeholders noted that political activists, journalists, human rights defenders, and minorities, including LGBTQ+ individuals and religious or ethnic minorities, are disproportionately affected, and recommended ending these practices. Stakeholders recommended criminalising enforced disappearances, and ensuring detainees' registrations and their access to legal counsel. Stakeholders further recommended Egypt to investigate enforced disappearances, torture and other ill-treatment, and unlawful killings, hold perpetrators accountable through fair trials, and punish them at the severity of their crimes. [...]

75. Stakeholders stated that homosexuality, transgender identities, and consensual same-sex acts are prosecuted under Law No. 10/1961 on Combating Prostitution. JS34 highlighted the continued entrapment of LGBTQI+ individuals online, while ANKH noted an increase in hate speech against them on social media. JS25 recommended halting forced disappearances and ensuring legal representation and equal protection for all.

76. ANKH and JS27 recommended dropping charges against those arrested for their sexual orientation, ending persecution and harassment based on sexual or gender identity, eliminating media practices that promote hate speech and incite violence against them.

77. JS25 noted that LGBTQI+ individuals often face verbal abuse and ridicule from health professionals in government hospitals when seeking HIV treatment. JS16 and ANKH recommended ensuring access to gender-affirming and regular healthcare for intersex and transgender people, based solely on scientific medical assessments. » Source: UN Human Rights Council (HRC), Summary of stakeholders' submissions on Egypt; Report of the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, 6 novembre 2024, p.4,10 : <https://www.ecoi.net/en/file/local/2119793/q2420391.pdf>

HRC, novembre 2024:

« 61. The Human Rights Committee recommended that Egypt take steps to combat stereotypes and negative attitudes towards persons on the basis of their sexual orientation or gender identity; ensure that all acts of violence against persons due to their sexual orientation or gender identity were promptly and effectively investigated, perpetrators were brought to justice and victims provided with reparation; take steps to ensure that existing legislation alluding to vague notions of morality and debauchery, such as Act No. 10 of 1961 on combating prostitution, was not used to criminalize acts of persons on the basis of their sexual orientation or gender identity; and prohibit intrusive medical examinations with no medical justification.

62. The Committee against Torture reiterated that Egypt should enforce the prohibition against “virginity tests” and end the practice of forensic anal examinations for those accused of “habitual debauchery” and of any other crime. » Source: UN Human Rights Council (HRC), Egypt; Compilation of information prepared by the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights, novembre 2024, p.10 : <https://www.ecoi.net/en/file/local/2119792/q2420117.pdf>

HRW, janvier 2025:

« Dozens of Egyptian activists live in exile, fearing detention and persecution should they return to Egypt. The authorities have also continued to harass and detain relatives of dissidents abroad and used vague “morality” charges to prosecute lesbian, gay, bisexual, and transgender (LGBT) people, female social media influencers, and survivors of sexual violence. » Source: Human Rights Watch (HRW), Egypt: UN Review Spotlights Key Rights Concerns, 31 janvier 2025 : <https://www.ecoi.net/en/document/2121294.htm>

ILGA, décembre 2020:

« There is no law that explicitly criminalises same-sex sexual activity in Egypt. However, Law No. 10/1961 on the Combating of Prostitution is selectively used to target individuals of diverse sexual orientations and gender identities. The main charges brought include “habitual practice of debauchery” (Article 9-c), “publicising an invitation to induce debauchery” (Article 14), and “incitement to debauchery” (Article 1). While these articles provide for a maximum of three years imprisonment, Bedayaa, a local NGO, noted that

some cases could receive up to six years. A draft law to increase the minimum prison sentence for these offences to seven years has advanced to the Parliament's Legislative and Constitutional Committee. Further, the Egyptian Dar Al Iftaa (Islamic advisory body to the government) issued a series of fatwas (legal opinions) in 2020, including one condemning homosexuality and outlining the need for medical intervention (i.e., "conversion therapies").

Enforcement

In recent years there have been numerous cases of arrests and detention for "debauchery" or other charges widely understood to target LGBT individuals. Law enforcement reportedly used online entrapment extensively to lure gay men, and allegedly subjected them to forced anal examinations while in custody. Debauchery laws have also been used in other contexts, including against a TV presenter for interviewing a gay man and activists. In September 2020, there were reports of investigations being carried out on two women who announced that they had married each other. » Source: International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association (ILGA), State-Sponsored Homophobia, Global Legislation Overview Update 2020, décembre 2020, p.115 : https://www.ecoi.net/en/file/local/2044751/ILGA_World_State_Sponsored_Homophobia_report_global_legislation_overview_update_December_2020.pdf

USDOS, 24 avril 2024:

« In October, eight international and local human rights groups released a report concluding torture represented part of an institutionalized culture of violence used against detainees and enabled by a legal framework focused on counterterrorism, incommunicado detention, and widespread impunity. The report documented the use of torture against lawyers, journalists, bloggers, academics, human rights defenders, activists, and lesbian, gay, bisexual, transgender, queer, or intersex (LGBTQI+) individuals, among others. [...]

Multiple rights groups and media reported authorities regularly monitored and exploited social media and internet dating sites to identify, harass, arrest, and abuse LGBTQI+ individuals. In March, the dating application Grindr sent a message to users in the country warning them police were using profiles on the application to target members of the LGBTQI+ community in so-called catfishing incidents. The warning followed reports of dozens of arrests. [...]

Criminalization: While the law did not explicitly criminalize consensual same-sex sexual activity, authorities regularly arrested and prosecuted LGBTQI+ persons on charges including "debauchery," prostitution, and "violating family values," for which the law imposed sentences of up to 10 years in prison, significant fines, or both. Authorities also reportedly prosecuted LGBTQI+ individuals for "misuse of social media." This resulted in de facto criminalization of same-sex conduct and identity.

According to a local rights group, authorities charged more than 50 defendants in at least eight debauchery cases during the year. Rights groups and activists reported police harassment of LGBTQI+ persons, including physical assault, forcibly soliciting bribes to avoid arrest, and forcing them to provide information concerning other

LGBTQI+ individuals. There were reports authorities used social media, dating websites, and mobile phone apps to entrap persons they suspected of being gay or transgender, prompting the dating platform Grindr to issue a warning to its users in the country to exercise caution when interacting with unknown parties. Rights groups reported authorities, including the Forensic Medical Authority, conducted forced anal examinations in all cases involving “debauchery” charges, which rights groups indicated primarily targeted LGBTQI+ individuals.

In December, prosecutors charged a man with “incitement to lure males with the intention to commit immoral acts” and “assaulting family principles and values” using an online dating account, according to a local NGO. The prosecutor declared the forensic medical department performed a “medical examination to reveal the presence of traces of engaging in deviant activities,” which rights groups observed was a euphemism for forced anal examinations that LGBTQI+ community members were frequently subjected to when arrested.

In January, the BBC broadcast a documentary examining the practices of security forces and criminal gangs working in tandem to arrest and exploit members of the LGBTQI+ community using social media and dating applications. In February, Human Rights Watch issued a report documenting 29 arrests and prosecutions in the country in recent years, including against foreigners, and concluded the arrests were the result of a coordinated policy – either directed or acquiesced to by senior government officials – of using digital methods to target LGBTQI+ individuals.

Violence and Harassment: Local rights groups and media reported several incidents of domestic and street violence or threats of violence against LGBTQI+ individuals, including extortion attempts by criminal gangs entrapping members of the community via photographs or videos and threatening to expose the victims to family members or employers.

In January, Salama Dawood, president of al-Azhar University, called on “the world’s wise people” to criminalize homosexuality and establish deterrent punishments for its practice, during a speech at a conference of the Islamic Organization for Medical Sciences in Kuwait. Salama noted “true sharia has made the punishment for sodomy death for both the actor and the object of it,” and that “it is puzzling that the world does not proceed according to what is required by rational minds and common sense.”

Discrimination: The law did not recognize LGBTQI+ couples, and authorities did not use antidiscrimination laws to protect LGBTQI+ individuals. There was widespread public support for discrimination against the LGBTQI+ community. In July, the Supreme Administrative Court issued a final ruling upholding the dismissal of an employee of the National Media Authority due to his perceived sexual orientation. There was no specific law against homosexuality, but the disciplinary court that issued the original judgement considered the employee’s conduct, as depicted in an explicit video clip, as “a violation of civil service ethics.”

Local contacts reported several cases of landlords or neighbors trying to force LGBTQI+ persons to vacate their homes by threatening to file police complaints against them. There were no government efforts to address potential discrimination. LGBTQI+ persons

rarely reported discrimination because they faced intimidation and the risk of arrest. The law gave officials the authority to deport LGBTQI+ foreigners or bar their entry to the country, and they infrequently did so. » Source: US Department of State (USDOS), 2023 Country Report on Human Rights Practices - Egypt, 23 avril 2024 : <https://www.ecoi.net/en/document/2107679.html>

En tant que principale organisation d'aide aux personnes réfugiées en Suisse et faïtière des œuvres d'entraide et des organisations actives dans les domaines de l'exil et de l'asile, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) s'engage pour une Suisse qui accueille les personnes réfugiées, les protège efficacement, respecte leurs droits fondamentaux et humains, favorise leur participation dans la société et les traite avec respect et ouverture. Dans sa fonction, l'OSAR renforce et défend les intérêts et les droits des personnes bénéficiant d'une protection et favorise la compréhension de leurs conditions de vie. Grâce à son expertise avérée, elle marque le discours public et exerce une influence sur les conditions sociales et politiques.

D'autres publications de l'OSAR sont disponibles sur le site www.osar.ch/publications. La newsletter de l'OSAR, qui paraît régulièrement, vous informe des nouvelles publications. Inscription à l'adresse www.osar.ch/newsletter.